



**CONSEIL DE  
L'UNION EUROPÉENNE**

**Bruxelles, le 26 janvier 2012 (27.10)  
(OR. it)**

**5710/12**

**COPEN 18**

**NOTE DE TRANSMISSION**

---

Origine:	M. Luigi Frunzio, directeur général, ministère de la justice, département des affaires judiciaires, direction générale de la justice pénale
Date de réception:	23 janvier 2012
Destinataire:	Secrétariat général du Conseil de l'Union européenne M. Rafael Fernández-Pita y González, directeur général adjoint, DG H, justice et affaires intérieures
Objet:	Décision-cadre 2008/909/JAI du Conseil du 27 novembre 2008 concernant l'application du principe de reconnaissance mutuelle aux jugements en matière pénale prononçant des peines ou des mesures privatives de liberté aux fins de leur exécution dans l'Union européenne – notification

---

Monsieur le Directeur général adjoint,

L'Italie a transposé la décision cadre visée en objet par le décret législatif n° 261 du 7 septembre 2010, publié au Journal officiel n° 230 du 1er octobre 2010.

Par conséquent, à compter du 5 décembre 2011, l'Italie est en mesure d'appliquer les instruments et procédures prévus par la décision-cadre.

Je vous saurais donc gré de bien vouloir prendre acte de l'adaptation de la législation italienne à la réglementation européenne.

(Formule de politesse)

(signé) Luigi FRUNZIO

---